



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-67275>

Département(s) de publication : **75, 77, 78, 93, 92, 91, 94**

Annonce n° **24-67275**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : FranceAgriMer

Correspondant : Service de la Politique et des Stratégies Achats

Adresse : 12 rue Henri ROL TANGUY, 93555 Montreuil cedex

Coordonnées :

Téléphone : 0173302000

Courriel : mpublics@franceagrimer.fr

Adresse internet : <https://www.franceagrimer.fr>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Étude sur l'état des lieux économiques de la cueillette des Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales (PPAM) en France métropolitaine

Lieu d'exécution : Les prestations se dérouleront dans tout lieu que le prestataire aura jugé nécessaire.

Lieu d'exécution : les réunions du comité de pilotage se dérouleront dans les locaux de la délégation de FranceAgriMer, localisés à Volx (04), ou en visioconférence.

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : Le présent marché a pour objectif de recueillir des données qualitatives concernant la filière cueillette, via la réalisation d'une cinquantaine d'entretiens individuels approfondis auprès des acteurs de la filière, depuis les premiers acheteurs jusqu'aux entreprises utilisant des PPAM (Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales) issues de cueillette sauvage pour fabriquer des produits finis. L'étude porte sur une cinquantaine de PPAM cueillies exclusivement sur le territoire métropolitain, valorisées en bio et en non bio. La filière horticole n'est pas incluse dans le champ de cette étude. Entreprises à enquêter: entreprises de collecte, coopératives et grossistes commercialisant les PPAM cueillies fraîches, sèches, négociants, grossistes, extracteurs et fabricants de produits de première transformation ou fabricants de matières premières, façonniers, fabricants de produits finis, organismes certificateurs seront également enquêtés

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Marché forfaitaire. Le budget maximum alloué au marché est de 65 000,00 euro(s) HT, soit 78 000 euro(s) TTC

Refus des variantes.

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

15 mois à compter de la notification du marché.

Section 5 - Conditions relative au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Financement sur le budget propre de Franceagrimer. Délai maximum de paiement : 30 jours à compter de la réception de la facture. Versement possible d'une avance

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : Voir l'article 2 du règlement de consultation

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

Autres renseignements demandés : En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements
Autres renseignements demandés : prononcés à cet effet ; les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le soumissionnaire: ; - une déclaration sur l'honneur de régularité au regard des obligations du candidat concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ; - les effectifs moyens annuel sur l'année 2023 ; - les chiffres d'affaires annuel général et spécifique réalisés ou estimés sur les trois derniers exercices disponibles ; - des références de prestations effectuées depuis moins de 3 ans en indiquant l'année de réalisation et le destinataire public ou privé. Ces justifications peuvent être complétées par des certificats de qualification professionnelle délivrés par un organisme indépendant ou par des attestations de réalisation de prestations émanant de clients privés ou publics. Il est précisé que d'autres justificatifs regardés comme équivalents à ceux indiqués ci-avant sont acceptés dans le cas de stés nouvellement créés.

Commentaire sur les justifications : Voir également le règlement de la consultation

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 12/07/2024 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :
MEPEtudeCueilletteVOLX2024

Renseignements complémentaires : Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction de recours : Tribunal Administratif de Montreuil 7 rue Catherine PUIG - 93100 Montreuil Tél : 01 49 20 20 00 ; greffe.ta-montreuil@juradm.fr Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Possibilité d'introduction : - d'un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (Cja, art L.551-1 et s); - d'un référé contractuel (CJA, art L.551-13 et s). -Recours de la jurisprudence CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne

Section 12 - Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : FranceAgriMer

Coordonnées :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2539741&orgAcronyme=b4n>

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées :
FranceAgriMer

Contact : Service de la Politique et des Stratégies Achats

Coordonnées :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2539741&orgAcronyme=b4n>

Conditions de remise des offres ou des candidatures : La réponse électronique est obligatoire mais aucune signature n'est exigée (l'apposition d'une signature électronique valide sera requise à la seule entreprise retenue). En plus du dépôt des documents de l'offre et de candidature listés dans le règlement de la consultation, le candidat doit déposer ses documents de candidature via le formulaire DUME (régularités de la situation du candidat par rapport aux dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique) proposé sur la plateforme des achats de l'état. Il peut s'il le souhaite choisir de renseigner l'imprimé DUME en le téléchargeant sur: <https://dume.choruspro.gouv.fr>. Les plis sont déposés sur le profil acheteur de Franceagrimer (adresse internet ci-dessus).

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :
FranceAgriMer

Contact : Service de la Politique et des Stratégies Achats

Adresse : 12 rue Henri ROL-TANGUY, 93555 Montreuil cedex

Coordonnées :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2539741&orgAcronyme=b4n>

Section 14 - Informations complémentaires

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents : Le dossier de consultation est accessible directement et gratuitement via l'adresse ci-dessus.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 10/06/2024